

# LE RÉVOLTÉ

POUR LA SUISSE

Un an . . . . . Fr. 4 —  
Six mois . . . . . » 2 —  
Trois mois . . . . . » 1 —

Les abonnements pris auprès des bureaux de poste paient une surtaxe de 20 centimes.

Organe socialiste

Paraissant tous les 15 jours

POUR L'EXTERIEUR

Un an . . . . . Fr. 5 30  
Six mois . . . . . » 2 65  
Trois mois . . . . . » 1 35

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

Administration du Révolté : rue du Nord, 15, GENÈVE

## SOUSCRIPTION PERMANENTE

pour la propagande socialiste-révolutionnaire.

Reçu : *Clarens*: K. 40 fr., — *Genève*: K. 50 fr., — *Avec les 24 premières listes* (1,221 fr. 25 ct.), 1,311 fr. 25 ct.

## Aux jeunes gens.

(Suite et fin.)

### IV.

Il m'a fallu trois longs articles pour démontrer aux jeunes gens des classes aisées qu'en présence du dilemme que leur posera la vie, ils seront forcés, s'ils sont courageux et sincères, de venir se ranger avec les socialistes et d'embrasser avec eux la cause de la révolution sociale. Cette vérité est cependant si simple! mais, en parlant à ceux qui ont subi l'influence du milieu bourgeois, que de sophismes à combattre, que de préjugés à vaincre! que d'objections intéressées à écarter!

Il m'est facile d'être plus court en vous parlant aujourd'hui, jeunes gens du peuple. La force même des choses vous pousse à devenir socialistes, pour peu que vous ayez le courage de raisonner et d'agir en conséquence. En effet, le socialisme moderne est sorti des profondeurs même du peuple. Si quelques penseurs, issus de la bourgeoisie, sont venus lui apporter la sanction de la science et l'appui de la philosophie, le fond des idées qu'ils ont énoncées n'en est pas moins un produit de l'esprit collectif du peuple-travailleur. Ce socialisme rationnel de l'Internationale, qui fait aujourd'hui notre meilleure force, n'a-t-il pas été élaboré dans les organisations ouvrières, sous l'influence directe des masses? Et les quelques écrivains qui ont prêté leur concours à ce travail d'élaboration, ont-ils fait autre chose que de trouver la formule des aspirations qui déjà se faisaient jour parmi les ouvriers?

Sortir des rangs du peuple-travailleur et ne pas se vouer au triomphe du socialisme, c'est donc méconnaître ses propres intérêts, renier sa propre cause et sa mission historique.

Vous souvenez-vous du temps où, gamain encore, vous descendiez par un jour d'hiver, vous amuser dans votre sombre ruelle? Le froid vous mordait les épaules à travers vos minces vêtements et la boue emplissait vos souliers déchirés. Déjà, lorsque vous voyiez passer de loin ces enfants potelés et richement vêtus, qui vous regardaient d'un air hautain, — vous saviez parfaitement que ces marmots, tirés à quatre épingles, ne vous valaient, vous et vos camarades, ni par l'intelligence, ni par le bon sens, ni par l'énergie. Mais plus tard, quand vous avez dû vous enfermer dans un sale atelier, dès cinq ou six heures du matin, vous tenir, douze heures durant, près d'une machine bruyante et, machine vous-même, suivre jour pour jour et pendant des années entières ses mouvements d'une impitoyable cadence, — pendant ce temps-là eux, les autres, allaient tranquillement s'instruire dans les col-

lèges, dans les belles écoles, dans les universités. Et maintenant, ces mêmes enfants, moins intelligents mais plus instruits que vous, et devenus vos chefs, vont jouir de tous les agréments de la vie, de tous les bienfaits de la civilisation — et vous? qu'est-ce qui vous attend?

Vous rentrez dans un petit appartement sombre et humide, où cinq, six êtres humains grouillent dans l'espace de quelques mètres carrés; où votre mère, fatiguée par la vie, plus vieillie par les soucis que par l'âge, vous offre pour toute nourriture du pain, des pommes de terre et un liquide noirâtre qualifié ironiquement de café; où pour toute distraction vous avez toujours la même question à l'ordre du jour, celle de savoir comment vous paierez demain le boulanger et après-demain le propriétaire!

— Eh quoi! vous faudra-t-il traîner la même existence misérable que votre père et votre mère ont traînée pendant trente, quarante ans! Travailler toute la vie pour procurer à quelques uns toutes les jouissances du bien-être, du savoir, de l'art, et garder pour soi le souci continuel du morceau de pain? Renoncer à jamais à tout ce qui rend la vie si belle, pour se vouer à procurer tous les avantages à une poignée d'oisifs? S'user au travail, et ne connaître que la gêne, si ce n'est la misère lorsque le chômage, l'affreux chômage arrivera? Est-ce cela que vous convoitez dans la vie?

Peut-être vous résignerez-vous. N'entrevoiant pas d'issue à la situation, il se peut que vous vous disiez: « Des générations entières ont subi le même sort, et moi, qui ne puis rien y changer, je dois le subir aussi! Donc, travaillons, et tâchons de vivre de notre mieux ».

Soit! Mais alors la vie elle-même se chargera de vous éclairer.

Un jour, viendra la crise, une de ces crises, non plus passagères comme jadis, mais qui tuent raide toute une industrie, qui réduisent à la misère des milliers de travailleurs, qui déciment les familles. Vous lutterez, comme les autres, contre cette calamité. Mais vous vous apercevrez bientôt comment votre femme, votre enfant, votre ami, succombent peu à peu aux privations, faiblissent à vue d'œil et, faute d'aliments, faute de soins, finissent par s'éteindre sur un grabat, tandis que la vie roule ses flots joyeux dans les rues rayonnantes de soleil de la grande ville, insouciant de ceux qui périssent. Vous comprendrez alors ce que cette société a de révoltant, vous songerez aux causes de la crise et votre regard sondera toute la profondeur de cette iniquité qui expose des milliers d'êtres humains à la cupidité d'une poignée de fainéants; vous comprendrez que les socialistes ont raison lorsqu'ils disent que la société actuelle doit être, qu'elle peut être transformée de fond en comble.

Un autre jour, lorsque votre patron cherchera, par une nouvelle réduction de salaires, à vous soustraire encore quelques sous pour arrondir d'autant sa fortune, vous protesterez; mais, il vous répondra avec arrogance: « allez brouter l'herbe, si vous ne voulez pas travailler

pour ce prix-là ». Vous comprendrez alors, que votre patron, non seulement cherche à vous tondre comme un mouton, mais qu'il vous considère encore comme de race inférieure; que, non content de vous tenir dans ses griffes par le salaire, — il aspire encore à faire de vous un esclave à tous égards. Alors, ou bien vous pliez le dos, vous renoncerez au sentiment de la dignité humaine, et vous finirez par subir toutes les humiliations. Ou bien, le sang vous montera à la tête, vous aurez horreur de la pente sur laquelle vous glissez, vous riposterez et, jeté sur le pavé, vous comprendrez alors que les socialistes ont raison lorsqu'ils disent: « Révolte-toi! révolte-toi contre l'esclavage économique, car celui-ci est la cause de tous les esclavages! » Alors vous viendrez prendre votre place dans les rangs des socialistes et vous travaillerez avec eux à l'abolition de tous les esclavages: économique, politique, et social.

Quelque jour vous apprendrez l'histoire de la jeune fille dont autrefois vous aimiez tant le regard franc, la démarche svelte et la parole animée. Après avoir lutté des années et des années contre la misère, elle a quitté son village pour la grande ville. Là, elle savait que la lutte pour l'existence serait dure, mais, du moins, espérait-elle gagner honnêtement son pain. Eh bien, vous savez maintenant le sort qu'elle a eu. Courtisée par un fils de bourgeois, elle s'est laissée engluer par ses belles paroles, elle s'est donnée à lui avec la passion de la jeunesse, pour se voir abandonnée au bout d'un an, un enfant sur les bras. Toujours courageuse, elle n'a cessé de lutter; mais elle a succombé dans cette lutte inégale contre la faim et le froid et elle a fini par expirer dans un hôpital... Que ferez-vous alors? Ou bien, vous écarterez tout souvenir gênant par quelques stupides paroles: « Ce n'est ni la première ni la dernière », direz-vous et un soir on vous entendra dans un café, en compagnie d'autres brutes, offenser la mémoire de la jeune femme par de sales propos. Ou bien, ce souvenir vous remuera le cœur; vous chercherez à rencontrer le pleutre séducteur pour lui jeter son crime à la face; vous songerez aux causes de ces faits qui se répètent tous les jours et vous comprendrez qu'ils ne cesseront pas, tant que la société sera divisée en deux camps: les misérables d'un côté, et de l'autre les oisifs, les jouisseurs aux belles paroles et aux appétits brutaux. Vous comprendrez qu'il est bien temps de combler ce gouffre de séparation, et vous courrez vous ranger parmi les socialistes.

Et vous, femme du peuple, cette histoire vous laissera-t-elle froide? En caressant la tête blonde de cette enfant qui se blottit près de vous, ne penserez-vous jamais au sort qui l'attend, si l'état social actuel ne change pas? Ne penserez-vous jamais à l'avenir qui est réservé à votre jeune sœur, à vos enfants? Voulez-vous que vos fils, eux aussi, végètent comme vos pères ont végété, sans d'autre soucis que celui du pain, sans d'autre joies que celles du cabaret? Voulez-vous que votre mari, votre

garçon, soient toujours à la merci du premier-venu qui a hérité de son père un capital à exploiter? Voulez-vous qu'ils restent toujours les esclaves du patron, la chair à canon des puissants, le fumier qui sert d'engrais aux champs des riches?

Non, mille fois non! Je sais bien que votre sang bouillonnait lorsque vous avez entendu que vos maris, après avoir commencé bruyamment une grève, ont fini par accepter, chapeau bas, les conditions dictées d'un ton hautain par le gros bourgeois? Je sais que vous avez admiré ces femmes espagnoles qui vont aux premiers rangs présenter leurs poitrines aux baïonnettes des soldats lors d'une émeute populaire! Je sais que vous répétez avec respect le nom de cette femme qui alla loger une balle dans le ventre du satrape, lorsqu'il se permit un jour d'outrager un socialiste détenu en prison. Et je sais aussi que votre cœur battait lorsque vous lisiez comment les femmes du peuple de Paris se réunissaient sous une pluie d'obus pour encourager « leurs hommes », à l'héroïsme.

Je le sais, et c'est pourquoi je ne doute pas que vous aussi, vous finirez par venir vous joindre à ceux qui travaillent à la conquête de l'avenir.

Vous tous, jeunes gens sincères, hommes et femmes, paysans, ouvriers, employés et soldats vous comprendrez vos droits et vous ferez la révolution!

Comptons-nous, compagnons, et voyons combien nous sommes qui souffrons de l'injustice. Paysans, qui travaillons pour autrui et qui mangeons l'avoine pour laisser le froment au maître, nous sommes des millions d'hommes, nous sommes si nombreux qu'à nous seuls nous formons la masse du peuple. Ouvriers qui tissons la soie et le velours pour nous vêtir de haillons, nous sommes aussi des multitudes; et quand les sifflets des usines nous permettent un instant de repos, nous inondons les rues et les places, comme une mer mugissante. Soldats qu'on mène à la bague, nous qui recevons les balles pour que les officiers aient les croix et les pompons, nous pauvres sots qui n'avons su jusqu'à maintenant que fusiller nos frères, il nous suffira de faire volte-face pour voir pâlir ces quelques personnages galonnés qui nous commandent. Nous tous qui souffrons et qu'on outrage, nous sommes la foule immense, nous sommes l'océan qui peut tout engloutir. Dès que nous en aurons la volonté, un moment suffira pour que justice se fasse.

#### CONGRÈS INTERNATIONAL.

Le *Sozialdemokrat* observe que la proposition d'un Congrès international ouvrier, faite par le Parti ouvrier belge, a reçu bon accueil auprès des rédactions de divers journaux, mais que le *Révolté* ne s'est pas encore prononcé à ce sujet.

Nous répondrons au *Sozialdemokrat* que nous sommes absolument opposés à cette tendance qui se manifeste aujourd'hui, de substituer les rédactions de journaux aux organisations ouvrières, et les pourparlers entre des rédacteurs aux relations directes des organisations ouvrières entre elles. La rédaction d'un journal peut bien se charger de faire parvenir une lettre à tel groupe ouvrier dont l'adresse est inconnue, mais ce n'est pas à elle à dire *oui* ou *non*, c'est à l'organisation à prononcer.

Le parti belge veut-il prendre l'initiative de convoquer un congrès international? Sa voie est tracée d'avance: il doit recueillir un grand nombre d'adresses des organisations ouvrières et puis, s'adresser directement à ces organisations.

Quant au *Révolté* il n'a pas à se prononcer à cet égard. C'est aux fédérations françaises, espagnole, italienne, jurassienne, etc., et à leurs sections, à dire si elles approuvent l'idée d'un Congrès, d'en désigner le lieu, d'en établir l'ordre du jour; et nous sommes sûrs que les

socialistes belges—dès qu'ils auront résolu définitivement de prendre l'initiative d'un Congrès—agiront précisément comme nous venons de le dire.

Les sections Zurichoises de l'Union Ouvrière Suisse observent dans la *Tagwacht*, que si un Congrès international a lieu, il serait bon qu'il eût lieu en Suisse: par exemple, disent-elles, à Zurich. Si la Belgique est un endroit central pour les belges, elle ne l'est nullement pour le midi de la France, pour la Suisse, pour l'Espagne et pour l'Italie; et ce serait gaspiller l'argent que de faire voyager une cinquantaine de délégués de Naples, de Cadix, de Marseille, de Lyon, de Genève, de Zurich, etc. etc., en Belgique—pour s'y faire peut-être, expulser dès qu'ils y seraient,—lorsque le Congrès peut avoir lieu dans un endroit plus central pour tous les pays.

## MOUVEMENT SOCIAL

### France

#### CONGRÈS OUVRIER RÉGIONAL DE MARSEILLE.

Le Congrès ouvrier régional de Marseille a eu lieu dans la salle du théâtre du kiosque. La salle était toute tendue de rouge et ornée de drapeaux rouges. Sur la tenture du bureau on lit: *Justice et Union; La terre au paysan — l'Outil à l'ouvrier — Travail pour tous; Emancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes.—Pas de droits sans devoirs; pas de devoirs sans droits.*

L'appel nominal constate la présence de 21 délégués, envoyés par les Chambres syndicales, les ouvrières de Marseille et les cercles d'études sociales de Marseille, de Cette et de Béziers.

L'espace nous manque pour analyser longuement les débats du Congrès; nous nous bornerons donc à en reproduire les résolutions.

Le rapport de la première commission, sur « la situation économique des travailleurs des deux sexes », présenté par le cit. Plessis, conclut: 1° Au retour à la collectivité des matières et des instruments de travail; 2° à l'abolition du salariat, parce qu'il tient les travailleurs en tutelle et les oblige à passer sous les fourches caudines des exploitateurs de toutes sortes; 3° à l'abolition des grèves, comme impuissantes pour améliorer le sort des travailleurs. Ces conclusions sont adoptées sans discussion.

Le cit. Tisot, au nom de la 2<sup>e</sup> commission, sur « le monopole et les moyens de production », présente les conclusions suivantes: Suppression immédiate des monopoles, mines, docks, chemins de fer, etc., et retour à la collectivité du sol, sous-sol et des instruments de travail. Quant aux moyens proposés pour la suppression des monopoles, la commission repousse tout palliatif comme impuissant à changer ou à améliorer le sort des travailleurs. Il conclut donc à l'expropriation violente.—Adopté à l'unanimité.

Le cit. Lacroix, de Cette, présente les conclusions de la 3<sup>e</sup> commission sur « la représentation directe du prolétariat aux corps élus ».

Après avoir fait un long exposé de la question, le citoyen Lacroix conclut: 1° à la création d'un parti révolutionnaire district des autres; 2° à la création partout, de groupes révolutionnaires correspondant entre eux; 3° à la propagande par le livre et le journal, à l'affirmation constante par des actes, des idées révolutionnaires; 4° à la création de comités ayant pour but de combattre le suffrage universel en période électorale; 5° au remplacement du gouvernement de quelques-uns, issu du suffrage universel, par le gouvernement de tous, en sorte que chacun soit appelé à tour de rôle à la gestion et au contrôle de la production générale.

Une discussion s'engage entre plusieurs

membres sur les conclusions de la Commission et sur la contre-proposition du cit. Serre; après quoi les conclusions de la Commission sont adoptées par 13 voix contre 8.

L'assemblée décide que le prochain Congrès de la région se tiendra à Cette.

Le président lève la séance à minuit aux cris de: Vive la Révolution! Vive l'Anarchie! Ces cris sont répétés par l'assemblée.

Voici le texte des résolutions votées par le Congrès de Lyon sur la propriété et le salariat;

Considérant que le principe de la propriété individuelle est la négation complète du principe de l'égalité qui doit régir les hommes; que tant qu'elle existera, il y aura surabondance d'une part et insuffisance de l'autre;

Considérant que la liberté est un principe aussi sacré que celui de l'égalité, et que pourtant un être ne peut être libre s'il ne possède pas les moyens de vivre et de se reproduire sans aliéner son indépendance;

Considérant que l'égalité et la justice exigent que tout ce qui est donné gratuitement aux hommes par la nature appartienne à tous sans distinction; de même, ce qui a été créé par le génie humain depuis des siècles ne peut être raisonnablement possédé par quelques-uns au détriment de la majorité;

Considérant, d'autre part, que ceux qui possèdent ce qui nous appartient, ne nous le restitueront pas, cette possession leur procurant toutes les jouissances et leur évitant tous les labeurs;

Considérant que ces possesseurs ne nous ont jamais fait la moindre concession que sous la pression de la force brutale;

Considérant que nos maîtres d'aujourd'hui nous ont donné l'exemple en 1789 et 93 des moyens à employer pour rentrer dans notre droit;

Votre deuxième commission vous propose de décider que le parti ouvrier ou 4<sup>e</sup> Etat doit avoir pour but de poursuivre l'organisation des forces prolétariennes en vue de l'abolition complète de la propriété individuelle par tous les moyens possibles.

Sur le salariat:

Considérant que la question du salariat est connexe avec celle de la propriété, qu'il ne saurait exister des salariés, c'est-à-dire des employés dans une société où les employeurs seront supprimés, votre Commission vous propose de vous en tenir aux conclusions précédentes.

Inutile de parler des fêtes de Cherbourg, où ceux qui veulent des places se sont précipités aux pieds de celui qui les donne.

N'avions nous pas raison de dire que l'expulsion des jésuites n'était qu'une farce hypocrite? — Nous lisons dans les journaux que les jésuites expulsés de la maison de Sèvres sont tout tranquillement rentrés dans la dite maison. On les rencontre dans le quartier latin, ayant laissé pousser leur barbe et affublés de longues redingotes.

Une preuve de plus que ce n'est pas par des décrets que l'on supprime des institutions comme celle des jésuites.

Nous recevons de Paris une protestation autographiée adressée à la presse française à propos des dernières expulsions de socialistes russes et allemands. Nos lecteurs savent déjà par la lettre du cit. Goldenberg, publiée dans les journaux quotidiens, comment Andrieux a cru devoir agir envers les expulsés.

« Arrêtés par la police, ils furent emprisonnés, photographiés comme des criminels, conduits, menottes aux mains, à la gare. Là, enfermés dans une boîte étroite du wagon cellulaire, où l'on ne pouvait se relever un peu, ni changer de position, ni enfin bien respirer, ils sont restés 36 heures dans ces sacs de bois presque évanouis à cause de la chaleur suffoquante, de la soif et de la douleur qu'ils ressentent dans les membres du corps. »

C'est ainsi que les opportunistes traitent les socialistes. On le leur rappellera quelque jour.

AFFAIRE PAULARD. — A l'occasion du procès en diffamation que le sieur Barberet intenta au *Prolétaire*, cet individu accusa un des rédacteurs du *Prolétaire*, le citoyen Paulard, d'être l'agent de J. Amigues et de servir secrètement le parti bonapartiste. Il basait cette accusation sur ce fait que Paulard avait été affilié en 1873

à une société secrète, dans laquelle s'étaient fautilés des bonapartistes. Cette accusation fut immédiatement répétée par la presse opportuniste et même radicale, qui y trouvait un excellent moyen de nuire à la presse ouvrière socialiste.

Alors, le conseil d'administration du *Proletaire*, d'accord avec le citoyen Paulard, demanda immédiatement aux sociétés et groupes de travailleurs socialistes, la constitution d'un jury d'honneur, qui vient de prononcer son verdict.

Les questions posées au jury, furent les suivantes :

1° Tous les actes de la vie du citoyen Paulard, de caractère public ou privé, ont-ils été conformes aux lois naturelles de la morale et de la justice ?

2° Les opinions politiques du citoyen Paulard ont-elles été constamment républicaines socialistes ?

3° Le citoyen Paulard a-t-il eu des relations, quelles qu'elles soient, avec Jules Amigues ?

4° La société secrète pour laquelle Paulard a été condamné le 29 avril 1873, poursuivait-elle un but républicain et socialiste ?

Le tribunal arbitral, à l'unanimité a répondu non à la 3<sup>e</sup> question et oui à toutes les autres.

Une organisation constituée de minorités des Chambres syndicales de Paris et qui s'arroge le titre d'*Union syndicale ouvrière*, s'est adressée au Conseil municipal de Paris en lui demandant une subvention de 3000 fr., à l'effet d'envoyer quinze délégués au prochain congrès ouvrier français du Havre. Les auteurs de la pétition se sont engagés à l'avance de combattre les idées « insensées » qui seront émises au Congrès, et le Conseil municipal, après s'être assuré que réellement l'argent voté n'aura pas d'autre destination que celle de combattre le socialisme, a voté séance tenante cette somme de 3,000 francs.

Il est évident que ces délégués subventionnés et qui ont pris un engagement vis-à-vis la bourgeoisie d'agir dans ses intérêts, tout honnêtement ne devraient pas être admis au Congrès. Leurs mandats sont d'avance frappés de nullité.

— Les grévistes du Nord ont gagné une victoire sur leurs patrons à la suite de la grande grève. La journée est réduite de 11 heures à dix, le taux du salaire étant maintenu le même.

— Une grève ayant éclaté à Crausac (Aveyron), trois compagnies de soldats ont été immédiatement appelées de Rodez; sept ou huit arrestations ont été faites. Si cela continue, il est évident que chaque grève finira par devenir un conflit armé.

— Le 5 août dernier, lors d'une élection au Conseil d'arrondissement, 450 socialistes de S<sup>t</sup> Etienne ont donné leurs voix à Nourrit, forçat de Juin 1848, qui traîne encore la chaîne au bagne.

Le journal des autoritaires de Paris, l'*Egalité*, accuse de « mensonge » la « petite feuille anarchiste le Révolté » parce qu'elle donne le nom de « programme de Zurich » à un programme qui serait « d'origine essentiellement française ».

Nous ne répondrons pas aux insultes de cette feuille, si bien versée dans les petits procédés de polémique du journalisme bourgeois. Nous avons autre chose à faire.

### Espagne

La misère et la faim continuent leurs ravages dans ce malheureux pays en proie à la plus odieuse exploitation.

A Madrid, les cas de fièvre typhoïde sont devenus si fréquents que les médecins de la ville se sont réunis spécialement pour étudier les causes du typhus. Après avoir examiné 31 cas, ils sont arrivés à la conclusion que tous ils ont été le résultat, soit de la faim, soit des conditions absolument insalubres des logements. Les médecins ont fait des représentations à la mu-

nicipalité, pour lui demander de démolir complètement les maisons inhabitables, mais ces charitables messieurs ont oublié une chose: c'est que les logements habitables coûtent trop cher pour celui qui ne gagne rien, et qu'il vaut mieux encore coucher dans un taudis que de passer la nuit sur les marches d'une église ou sous l'arche d'un pont.

Les cas de mort subite dans la rue à la suite de privations, deviennent de plus en plus fréquents; les journaux seront bientôt forcés d'avoir une rubrique spéciale portant l'en-tête: «Morts de faim dans la rue.»

Il n'y a pas jusqu'aux journaux bourgeois qui ne commencent à s'inquiéter de la situation, et dernièrement encore on lisait dans un journal de la province d'Orense un article intitulé: « Pain et Travail! », dans lequel la rédaction demandait à l'Etat (toujours à l'Etat!) d'entreprendre des travaux publics pour donner du travail aux ouvriers.

Cependant, le gouvernement préfère augmenter les impôts pour subvenir aux appétits de la clique gouvernementale. Mais chaque nouvel impôt doit être établi à coups de fusil. Ainsi, dans le courant de la quinzaine, nous pouvons signaler déjà une dizaine d'insurrections des communes contre les nouveaux impôts municipaux, à Valls, à Arriate, à Orense, à Almadovar, etc., etc. Toutes n'ont été réprimées qu'à coups de fusil et de baïonnette. Le peuple a cependant opposé une vive résistance aux troupes, et les octrois ont été brûlés aux cris: «A bas les impôts!»

A côté de ces insurrections, la petite guerre sans relâche.

Près de Cordoba des mains inconnues viennent d'incendier quelques mille hectares de champs et 80 hectares de plantations de bois du duc d'Alba. De pareilles incendies, quoique sur une moindre échelle, se poursuivent continuellement dans la province de Valence et en Andalousie. Mais elles commencent aussi à prendre un autre caractère: on ne se borne plus à incendier les champs et les granges: on incendie aussi les maisons, et nous lisons dans les journaux de la quinzaine plusieurs cas, où il ne peut y avoir de doute que l'incendie fut un acte de vengeance.

De temps en temps, les propriétaires les plus détestés, ainsi que des alcaldes, sont tués.

Enfin, les proclamations continuent à être affichées dans les villes et les campagnes. Dernièrement encore, des manifestes socialistes qui expliquaient à la population ouvrière la situation et la nécessité d'une révolution sociale et internationale, ont été affichées en grand nombre à Antequerra, tandis que d'autres du même genre paraissaient sur les murs de Santiago. Des perquisitions ont été faites chez des personnes que la police suppose appartenir à l'Association Internationale des Travailleurs, mais sans amener à aucune découverte.

Toute cette agitation présage très bien le caractère de la prochaine révolution, qui, en Espagne, ne se bornera certainement pas à remplacer un gouvernement par un autre, mais qui procédera à l'expropriation de fait; c'est pourquoi la presse bourgeoise ne se gêne plus d'avouer qu'elle serait débordée par le peuple si une révolution éclatait. Voici, par exemple, ce que dit *El Siglo*, que nous citons d'après le journal ouvrier de Barcelone, la *Revista Social*:

«Nous autres,—dit le *Siglo* espagnol,—nous préférons nous retirer dans la vie privée, puisque nous sommes convaincus que, la révolution triomphant en Espagne, elle tomberait immédiatement entre les mains de tous les éléments démagogiques du pays».

Cet aveu n'est pas isolé. Les meneurs des partis républicains bourgeois l'ont déjà dit mainte fois: s'il ne renversent pas la monarchie, c'est parce qu'ils sont sûrs que les socialistes, les anarchistes, se trouveraient immédiatement à la tête du mouvement et appliqueraient — de fait, et non pas par des décrets—leurs conceptions sur l'abolition de la propriété privée, et en ceci ils seraient soutenus par une grande

partie du peuple de deux ou trois grandes provinces et par tous les éléments actifs de la classe ouvrière.

— Le peuple espagnol expulse les jésuites à sa façon. Un gros pétard a été lancé par une fenêtre ouverte dans la maison habitée par les saints pères à Gandia; une proclamation affichée à la porte de la maison expliquait les raisons pour lesquelles cet hôte gênant bourré de poudre avait été introduit dans la sainte habitation. La maison du duc de Pastrana, où les jésuites sont venus s'établir, a été incendiée.

### Italie

Nous venons de recevoir le compte-rendu officiel du Congrès de la fédération romagnole de l'Association Internationale des Travailleurs qui a eu lieu le 25 juillet. Les fédérations de Ravenne, de Bologne et environs, de Cesena, de Forli, de Faenza et du Castel Bolognese, ainsi que sept sections détachées se sont fait représenter à ce Congrès.

Voici les résolutions prises par le Congrès: «1° — Le Congrès reconnaît la nécessité d'un congrès général italien qu'il propose de convoquer vers la fin de septembre prochain. A ce congrès ne seront admises que les fédérations et sections de l'Association Internationale des Travailleurs, ainsi que les groupes socialistes qui y adhéreront.»

«2° — A l'unanimité moins deux voix, le Congrès déclare qu'il n'est pas dans l'intérêt, ni dans l'esprit de l'Association, et vu les conditions locales, de prendre l'initiative d'une lutte pour le suffrage universel. L'Association devra néanmoins profiter des moyens que pourrait présenter cette agitation, pour faire une plus large propagande des idées anarchistes-révolutionnaires de l'Association.»

Les résolutions 3, 4 et 5 concernent les modes d'organisation intérieure de la fédération, la correspondance et le soutien mutuel entre les membres de la fédération.

Nous profitons de cette occasion pour dire quelques mots sur le Congrès de la fédération toscane de l'Association Internationale des Travailleurs, dont nous n'avons pas pu parler à l'époque où il a eu lieu (25 avril).

Ce Congrès se réunissant peu de temps avant le Congrès italien qui devait avoir lieu à Milan, il devait se prononcer surtout sur les questions qui avaient été mises à l'ordre du jour de ce congrès, et dont la principale était celle de constituer un parti ouvrier en dehors de l'Association Internationale.

Le Congrès de la Toscane, auquel assistaient les délégués des fédérations de Pise, de Florence, de Carrare et de plusieurs sections isolées, s'est prononcé décidément contre la formation de ce nouveau parti qui devait remplacer les buts précis du programme anarchiste de l'Internationale par un vague programme de réformes politiques. Il a déclaré maintenir haut et ferme le programme anarchiste de l'Association. Quant à la formation d'un parti évolutionniste légal que le Congrès de Milan se proposait de constituer, le congrès de la Toscane déclare, comme de raison, qu'il le considère absolument impossible en présence des persécutions inqualifiables, auxquelles les socialistes italiens sont en butte de la part de leur gouvernement.

### Irlande

Dans un meeting tenu dimanche près de Boyle, dans le comté de Limerick, M. Brennan, secrétaire de la ligue agraire irlandaise nationale a dit:

Tous les pays du monde nous montrent ce que peut une démocratie bien résolue. Or, il nous faut aujourd'hui cette démocratie résolue en Irlande. Par démocratie j'entends tous les hommes qui vivent de leur travail, et non du

travail des autres. Son devoir comme son intérêt exigent qu'elle se ligue contre la classe qui prend le bien, c'est-à-dire la richesse de la nation, et qui ne lui donne rien en retour. Je ne prétends pas que cela soit chose facile. Cette révolution ne saurait se faire en un jour; il faudra du temps et des efforts pour renverser l'état de choses, né d'esclavage, et pour débarrasser l'Irlande de la plaie du landlordisme irlandais.

Les propriétaires se liguent contre vous; il faut vous liguier contre eux. Mais il vous faut une organisation; il faut que les habitants de chaque paroisse soient organisés et prêts à agir comme un seul homme; puis après, laissons arriver une grève générale contre les fermages, bons, mauvais ou passables, jusqu'à ce que la question soit réglée.

Nous vous avons conseillé jusqu'ici de ne pas payer un loyer exorbitant; nous vous engageons aujourd'hui à ne pas payer de loyer du tout, jusqu'à ce que les propriétaires demandent grâce; alors vous résoudrez la question sans difficulté.

La petite guerre porte déjà ses fruits. Le gouvernement craint des émeutes sérieuses et renforce les garnisons par de nouveaux envois de troupes. Les agitateurs irlandais en Amérique font des appels ouverts à l'insurrection armée et à un secours en armes aux paysans de l'Irlande pour la conquête du sol.

Le 8 août, trois hommes masqués ont tiré des coups de fusil sur le procureur royal, Boyd, qui voyageait avec ses deux fils, dans le comté de Kilkenny (Irlande sud-orientale). Boyd a été mortellement blessé et l'un de ses fils grièvement. Ainsi, ce n'est plus seulement contre les propriétaires que se dirige la vengeance du peuple irlandais: c'est aussi contre les hauts fonctionnaires de l'Etat.

Les fusils sont chers? Eh bien les Irlandais se les procurent par des coups de main audacieux. Le 11 août, un navire norvégien mouillait dans la rade de Cork; il avait une cargaison diverse, dans laquelle se trouvaient trois caisses de fusils. Profitant d'une nuit sombre, 60 individus quittèrent le rivage dans six chaloupes; ils abordèrent le navire, descendirent dans la cale, enlevèrent 47 fusils et coupèrent immédiatement le télégraphe pour se soustraire aux poursuites. On attend une descente d'Irlandais armés, venant d'Amérique, sur les côtes de l'Irlande.

### Russie

NARODNAYA VOLYA. — Il paraît que M. Mélikoff, en déclarant par ses journaux qu'il avait mis fin à l'agitation révolutionnaire en Russie, avait compté sans son hôte. La feuille clandestine *Narodnaya Volya* a de nouveau fait son apparition. Le numéro paru dernièrement a six pages de texte, imprimé avec une presse à bras. Il contient un avis du Comité Exécutif qui met en garde contre un mouchard Choulline se disant émissaire de Genève et dénonçant les ouvriers; une revue de tous les procès et des arrestations qui ont eu lieu depuis l'apparition du numéro précédent; une circulaire du chef de la III<sup>e</sup> section que nous reproduisons plus bas; et un avertissement des révolutionnaires russes duquel il résulte qu'il n'ont nullement pensé mettre bas leurs armes et que sous peu le gouvernement russe verra s'ils savent venger leurs frères qui gémissent dans les prisons et en Sibérie.

Voici la note « très confidentielle » du chef de la III<sup>e</sup> section de la chancellerie impériale (cabinet noir), adressée aux chefs de la gendarmerie, et publiée par la *Narodnaya Volya*:

AU GÉNÉRAL EN CHEF DE LA GENDARMERIE DU DISTRICT DE SAINT-PÉTERSBOURG.

Mon cher général,

À la suite d'une tendance singulière adoptée dernière-

ment par plusieurs organes de la presse russe, et surtout depuis la formation de la Haute commission administrative, la société a été troublée par la mise en circulation de fausses rumeurs attribuant au gouvernement l'intention d'introduire certaines réformes et d'abolir des institutions d'Etat actuellement en vigueur.

Etant donné le tempérament impressionnable de la société russe et les dispositions spéciales produites par les tristes événements qui viennent de se passer, de pareilles rumeurs devaient évidemment provoquer des appréciations aussi variées qu'inexactes au sujet de la Haute commission administrative et, par là, des appréhensions et inquiétudes de la part des fonctionnaires supérieurs du gouvernement.

C'est en conséquence de cet état des choses que M. le chef supérieur de ladite commission m'a chargé, dans une entrevue que j'ai eue avec lui à ce sujet, de dissiper tous les doutes que ces bruits pourraient inspirer aux fonctionnaires des différents grades du ressort de la troisième section de la chancellerie de Sa Majesté impériale, ainsi qu'à ceux de la section du corps de gendarmerie.

À cette occasion, M. le général de Loris-Mélikoff a daigné déclarer qu'aucune des communications des journaux tendant à résoudre d'avance les questions indiquées n'avait rien de commun avec les intentions du gouvernement ni avec les vues personnelles de Son Excellence, et m'a exprimé sa profonde conviction que le corps de gendarmerie continuerait toujours à montrer son énergie et sa fermeté habituelles.

Agréez, etc.

Le chef de la troisième section,  
SCHMIDT.

Pour celui qui sait lire, la circulaire signifie ceci:

« Chers gendarmes, vous avez cru qu'on allait vous dépoiler de votre souveraineté? qu'on allait faire des réformes libérales? N'en croyez pas un mot! Votre règne vous est assuré pour longtemps. Continuez vos orgies, on vous en saura gré. »

PROCÈS DE KIEFF. — Un grand procès contre les socialistes a commencé à Kieff, devant la cour martiale. Les accusés sont au nombre de vingt-et-un. Ce sont: Koutzenko paysan, Levchenko, Khrouchtchhoff ou Troitzkiy, Pozen, artisans; Klimentko, Joukoff, Kostetzkiy, Podrevski, Popov, Boutzinskiy, Ivanoff et Lozanoff étudiants, Yourkovski connu sous le nom d'ingénieur Sachka, un inconnu qui se nomme Filatoff et Boïtchenko, Petroff, Lothringer, M<sup>me</sup> Levenson, M<sup>me</sup> Refert et Chekhert.

Tous sont accusés d'avoir fait partie d'un cercle socialiste révolutionnaire en relations intimes avec les terroristes. Quant à Yourkovski, il est accusé d'avoir creusé la galerie au moyen de laquelle les socialistes avaient enlevé à la caisse du district de Kherson la somme de 1,500,000 roubles.

Tous les accusés ont déclaré appartenir au parti socialiste-révolutionnaire, et quelques-uns ajoutent qu'ils appartiennent en outre au parti terroriste puisqu'ils considèrent la terreur comme l'unique moyen de renverser le gouvernement.

Yourkovski plaisante constamment ses juges et fait rire tout l'auditoire en tournant en ridicule les questions du président.

Les témoins sont des gendarmes ou des mouchards qui cherchent à prouver par des dépositions absolument fausses que tous les 21 accusés appartenaient à un même cercle révolutionnaire.

Un fait tragique ressort de dépositions des témoins. Un cercle de socialistes s'étant aperçu qu'un mouchard, Zabramski, alias Polozoff, s'était faufilé parmi eux, un jeune homme, Polikarpoff, prit la résolution de l'exécuter. Il l'attira chez lui et lui porta un coup de poignard; mais l'arme se brisa contre une cotte de mailles que le mouchard portait sous ses habits; Polozoff prit la fuite, et Polikarpoff, pour ne pas donner à ses bourreaux la satisfaction de le pendre, se brûla la cervelle.

Nous reviendrons à ce procès lorsque nous aurons reçu la fin du procès-verbal.

Le télégraphe nous apprend que deux des accusés ont été condamnés à la pendaison; trois, aux travaux forcés, à 20 ans chacun; et les autres, de 10 à 15 ans de travaux forcés.

— Un proclamation affichée sur les murs de Pétersbourg, avertit Loris-Mélikoff que la guerre entreprise par les révolutionnaires russes contre le gouvernement, est loin d'être terminée. Elle recommencera de nouveau, plus terrible que jamais.

— Le 5 août, lorsque la police de Pétersbourg voulut arrêter dans la rue quatre socialistes habillés en ouvriers, l'un d'eux, se voyant pris, se défendit à coups de revolver et blessa deux portiers qui portaient secours à la police; ses trois camarades réussirent pendant ce temps là à s'évader.

### Suisse

GENÈVE. — Vendredi 13, environ 150 ouvriers sans travail se rendaient à l'Hôtel de Ville pour demander au Conseil d'Etat la mise à exécution immédiate de travaux à tâche.

Les gros personnages qui président aux destinées de la République se montrèrent surpris de la démarche des ouvriers, car ils croyaient que la légère reprise des affaires, qui s'était manifestée ces derniers temps, avait fourni à tous les ouvriers l'occasion de se placer; jugeant la situation au nombre de fêtes, de danses etc. qui se donnent, ils en concluaient que tout le monde était heureux à Genève. Les ouvriers leur répondirent qu'effectivement ils dansaient, eux et les leurs, mais devant le buffet vide, et que s'ils s'adressaient collectivement à l'Etat pour obtenir du travail, c'était parce qu'ils n'avaient pas réussi à en trouver individuellement. Dans cette entrevue les ouvriers apprirent que les crédits votés par le Grand conseil étaient épuisés, qu'ils devaient présenter au Conseil d'Etat une liste exacte des ouvriers groupés et sans travail avec l'indication de leur degré de misère, afin qu'à la rentrée du Grand conseil, on puisse, en exposant la situation, avoir des pièces à mettre sous les yeux des députés; puis ces honorables invitèrent les ouvriers, en attendant, à tenter auprès du public de nouvelles démarches dans le but d'obtenir du travail et leur proposèrent à cet effet la création d'un bureau de placement. Les ouvriers acceptèrent.

Depuis huit jours que le bureau fonctionne deux ouvriers ont été placés. Voilà où en est la situation.

Il est instructif de constater avec quel empressement les journaux radicaux, démocrates et conservateurs ont blâmé cette manifestation, pourtant bien anodine. *Le Genevois* dit que les ouvriers sont sortis de la légalité. *Le Précurseur*, organe démocrate-socialiste, les traite d'égarés.

En face de cette situation nous engageons vivement les ouvriers sans travail à maintenir énergiquement leurs demandes de travaux.

Mais, tout en les invitant à se montrer fermes et répolus dans leurs revendications nous leurs demandons de regarder l'avenir; ils le verront certainement chargé de douleurs et de larmes pour la classe ouvrière; ils trembleront pour les leurs, car ils apprendront que les crises de ces dernières années, pourtant bien atroces pour les exploités, se répéteront à des intervalles de plus en plus rapprochés grâce à la lutte effrénée à laquelle se livre la bourgeoisie; et, après avoir cherché où se trouve le salut, ils l'apercevront dans l'appropriation violente des instruments de travail, dans l'expropriation des détenteurs actuels du capital et ils l'acclameront dans la Révolution Sociale.

LE MONOPOLE DES BANQUES. — Après avoir travaillé pendant plus d'un an, avec une énergie que nous croyons digne d'une meilleure cause, M. Joos a réussi à rassembler plus des 50,000 signatures nécessaires pour soumettre au vote du peuple un projet de loi sur le monopole des banques. Nos lecteurs se souviennent qu'il s'agit de retirer aux banques privées le droit d'émettre des billets et d'en constituer un privilège de l'Etat.